

RCS : MEAUX Code greffe : 7701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 00408 Numéro SIREN : 530 738 848 Nom ou dénomination : VULCAIN FINANCE

Ce dépôt a été enregistré le 12/09/2019 sous le numéro de dépôt 9850

Bilan Actif

Certificat conforme

Etat exprimé en euros		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF IMMOBILISE	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	9 424	7 795	1 629	2 589
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	816 001		816 001	816 001
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
ACTIF IMMOBILISE	Prêts				
	Autres immobilisations financières	999 991		999 991	999 991
	TOTAL (II)	1 825 416	7 795	1 817 621	1 818 581
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	61 258		61 258	47 698
	Autres créances	98 123		98 123	267 525
ACTIF CIRCULANT	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 707 530		1 707 530	2 600 901
	Charges constatées d'avance	10 715		10 715	7 379
	TOTAL (III)	1 877 626		1 877 626	2 923 502
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	3 703 042	7 795	3 695 247	4 742 083

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

999 991

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	142 657	142 657
	RESERVES		
	Réserve légale	198 259	198 259
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	3 524 741	4 777 948
	Résultat de l'exercice	(785 999)	(525 736)
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	3 079 658	4 593 128
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	542 676	
	Total des provisions	542 676	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	823	1 352
	Emprunts et dettes financières divers	2 151	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 772	48 426
	Dettes fiscales et sociales	30 282	79 672
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	8 885	19 506
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	72 913	148 955
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 695 247	4 742 083
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(785 998,60)	(525 735,73)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		72 913	148 955
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		823	1 352

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	166 043		166 043	54 167
	Montant net du chiffre d'affaires	166 043		166 043	54 167
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			8 882	
	Autres produits			1	7
	Total des produits d'exploitation (1)			174 926	54 174
	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres achats et charges externes			171 870	147 584
	Impôts, taxes et versements assimilés			78 087	48 854
	Salaires et traitements			115 023	295 619
	Charges sociales du personnel			21 923	102 065
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			2 347	2 421
CHARGES D'EXPLOITATION	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			53	29
	Total des charges d'exploitation (2)			389 302	596 571
RESULTAT D'EXPLOITATION				(214 376)	(542 397)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

RESULTAT D'EXPLOITATION		(214 376)	(542 397)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	15 632	41 231
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		15 632	41 231
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	16 964	23 761
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		16 964	23 761
RESULTAT FINANCIER		(1 332)	17 470
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(215 708)	(524 927)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		1 531
	Sur opérations en capital		1 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		2 531
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	27 614	3 339
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	542 676	
	Total des charges exceptionnelles	570 290	3 339
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(570 290)	(808)
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		190 558	97 936
TOTAL DES CHARGES		976 557	623 672
RESULTAT DE L'EXERCICE		(785 999)	(525 736)

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

748

186

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de la société Vulcain Finance ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n° 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les comptes annuels sont établis selon des règles de présentation et d'évaluation identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 695 247 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **190 558 euros** et un total **charges** de **976 557 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-785 999 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2018** et finit le **31/12/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire; D = dégressif et E = exceptionnel)

Immobilisations corporelles	Amortissement pour dépréciation	Amortissement fiscalement pratiqué
Matériel de bureau et informatique	33 1/3% L	33 1/3% L

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Provisions pour risques et charges

Suite à la cession des filiales en 2016, le cessionnaire a déposé une demande de déclenchement de la Garantie d'Actif et de Passif (GAP) concernant les coûts de dépollution des sites de Vannes, Guerche de Bretagne, Pont-l'Evêque et Esvres-sur-Indres. En date du 23 octobre 2017, un protocole d'accord a été signé par les parties afin de définir les missions respectives des experts techniques nommés par les garants d'une part et par le cessionnaire d'autre part.

Au 5 avril 2019, les estimations des experts mandatés par les Garants et le Cessionnaire convergent concernant les coûts de dépollution des sols suivants (sous réserve d'une marge d'erreur +/- 20%), dont 16.4% sont à la charge de Vulcain Finance :

- Vannes : 1 383 K€ dont 227 K€ à la charge de Vulcain Finance
- Guerche de Bretagne : 411 K€ dont 67 K€ à la charge de Vulcain Finance

Ces coûts (294 K€) sont intégralement provisionnés au 31 décembre 2018.

Concernant les coûts de dépollution des sols des sites de Pont-l'Evêque et Esvres-sur-Indres, les estimations des experts divergent encore :

Site	Experts Garant	Experts Cessionnaire
Pont-l'Evêque	517	657
Esvres-sur-Indres	998	1 065
TOTAL	1 515	1 722

Les montants provisionnés ont été arrêtés sur la base des estimations des experts des garants soit 1 515 K€ . Le montant provisionné au 31 décembre 2018, soit 16.4%, s'élève à 249 K€ .

Ainsi, la provision pour litige totale s'élève à 543 K€ au 31 décembre 2018.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a dû faire face à un redressement de taxe sur les salaires concernant la période courant de 2015 à 2017. Le montant des redressements, soit 106 K€ a été comptabilisé dans le poste Impôts et taxes. Les pénalités y afférentes, soit 27 K€, ont été comptabilisées en charges exceptionnelles.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler en dehors de la conclusion des expertises évoquées dans le paragraphe Provisions pour risques et charges.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle (art 123-196 du Code de commerce, art 831-3, 832-12 et 832-13 du PCG).

AUTRES INFORMATIONS

En date du 02 mai 2016, la société a cédé l'ensemble de ses filiales pour un prix de cession global définitif de 73 564 396 € dont 64 247 814 € lui avaient été versés au 31/12/2016. La créance sur la quote-part de prix de cession séquestré a été cédée aux fonds d'investissements associés à hauteur de 5 400 395 € à Nextstage, 1 301 446 € à MI3 et 1 301 446 € à COFIR. Au 31/12/2016, la créance sur la quote-part de prix de cession séquestré restant à l'actif du Bilan s'élevait à 1 313 295 €. Au 31/12/2018, cette même créance s'élève à 999 991€, suite au déblocage du deuxième versement de 313 304€ en juin 2017.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Corrélativement à la cession de l'ensemble des filiales, Vulcain Finance a co-signé un contrat de garantie d'actif et de passif (GAP), au bénéfice du cessionnaire dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- quote-part de garantie à la charge de Vulcain Finance : 16.4%
- durée : de 2 à 5 ans en fonction du motif de déclenchement de la GAP
- seuil de déclenchement : 300 000 €. En cas de demandes de déclenchement simultanées, le seuil de 300 000 € s'applique au total des demandes, étant précisé que toute demande d'un montant individuel inférieur à 15 000 € ne sera pas prise en compte.
- plafonds d'indemnisation : entre 1M€ et 12 M€, en fonction du motif de déclenchement de la GAP

PASSIFS EVENTUELS

Dans le cadre du déclenchement de la GAP par le cessionnaire (voir note sur les provisions pour risques et charges), les experts mènent actuellement des investigations en vue d'estimer les coûts de dépollution des eaux sur les sites de Pont l'Evêque et Esvres-sur-Indres. Pour mémoire, ces coûts avaient initialement été estimés à 4 680 K€ pour l'ensemble des 2 sites. Une fois les investigations achevées, un protocole d'accord sera signé afin d'acter l'ensemble des coûts de dépollution à indemniser, dont 16.4 % seront à la charge de Vulcain Finance.

« VULCAIN FINANCE »

Société par actions simplifiée au capital de 142.657 euros

**Siège social : VAIRES-SUR-MARNE (77360) -
21, rue Jehan de Brie**

RCS MEAUX 530 738 848

Ci-après la « *Société* »

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
EN DATE DU 27 JUIN 2019**

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RÉSOLUTION VOTÉE

(...)

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui s'élève à la somme de 785.999 euros, comme suit :

Au report à nouveau 785.999,00 €
Dont le solde créditeur de 3.524.741 euros
sera ramené à un solde créditeur de 2.738.742 euros

Puis de procéder à une distribution de dividendes aux associés pour 191.755,80 €
prélevée sur le poste report à nouveau qui sera ainsi ramené
à un solde créditeur de 2.546.986,20 €

Conformément aux dispositions de l'article 9.3.1 des statuts, ce dividende est intégralement et prioritairement attribué aux seules 95.598 ADPB, chacune devant recevoir un dividende brut de 2,10 euros, soit une somme de 200.755,80 euros, ramenée à la somme de 191.755,80 euros en raison de l'erreur matérielle constatée à la troisième résolution ci-dessus, de sorte que les comptes au 31.12.2019 ne présentent pas une situation erronée.

L'Assemblée Générale décide d'une mise en paiement immédiate de ce dividende.

Le crédit d'impôt emploi compétitivité comptabilisé dans les comptes du dernier exercice clos, conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du Code Général des Impôts, s'élève à 28.471 euros. Compte tenu de l'affectation du résultat proposée, il ne financerait donc pas une hausse de la part des bénéfices distribués.



Enfin, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons les dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents, soit :

Exercice	Dividendes versés
31.12.2016	0,00 €
31.12.2017	0,00 €
31.12.2018	727.470,52 € <i>dont 276.674,40 € aux actions B uniquement</i>

Cette résolution, mise aux voix, est adopté à l'unanimité.

(...)

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Pour VULCAIN FINANCE,
Michel DARDENNE



VULCAIN FINANCE

Société par actions simplifiée

21 rue Jehan de Brie

77360 Vaires sur Marne

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Pierre-Antoine AUGER
85 rue Edouard Vaillant
92300 Levallois Perret

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense
Cedex

VULCAIN FINANCE

Société par actions simplifiée

21 rue Jehan de Brie

77360 Vaires sur Marne

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux associés de la société VULCAIN FINANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VULCAIN FINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

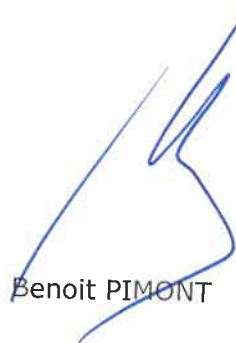
Levallois-Perret et Paris-La-Défense, le 24 juin 2019

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés



Pierre-Antoine AUGER



Benoît PIMONT

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	9 424	7 795	1 629	2 589
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	816 001		816 001	816 001
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
ACTIF IMMOBILISE	Autres immobilisations financières	999 991		999 991	999 991
	TOTAL (II)	1 825 416	7 795	1 817 621	1 818 581
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	61 258		61 258	47 698
	Autres créances	98 123		98 123	267 525
ACTIF CIRCULANT	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 707 530		1 707 530	2 600 901
	Charges constatées d'avance	10 715		10 715	7 379
	TOTAL (III)	1 877 626		1 877 626	2 923 502
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	3 703 042	7 795	3 695 247	4 742 083

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

999 991

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	142 657	142 657
	RESERVES		
	Réserve légale	198 259	198 259
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	3 524 741	4 777 948
	Résultat de l'exercice	(785 999)	(525 736)
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	3 079 658	4 593 128
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	542 676	
	Total des provisions	542 676	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	823	1 352
	Emprunts et dettes financières divers	2 151	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 772	48 426
	Dettes fiscales et sociales	30 282	79 672
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	8 885	19 506
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	72 913	148 955
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 695 247	4 742 083
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(785 998,60)	(525 735,73)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		72 913	148 955
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		823	1 352

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	166 043		166 043	54 167
	Montant net du chiffre d'affaires	166 043		166 043	54 167
	Production stockée				
	Production immobilisée				
CHARGES D'EXPLOITATION	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			8 882	
	Autres produits			1	7
	Total des produits d'exploitation (1)			174 926	54 174
	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			171 870	147 584
	Impôts, taxes et versements assimilés			78 087	48 854
CHARGES D'EXPLOITATION	Salaires et traitements			115 023	295 619
	Charges sociales du personnel			21 923	102 065
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			2 347	2 421
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres charges			53	29
	Total des charges d'exploitation (2)			389 302	596 571
RESULTAT D'EXPLOITATION				(214 376)	(542 397)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

RESULTAT D'EXPLOITATION		(214 376)	(542 397)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	15 632	41 231
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		15 632	41 231
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	16 964	23 761
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		16 964	23 761
RESULTAT FINANCIER		(1 332)	17 470
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(215 708)	(524 927)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		1 531
	Sur opérations en capital		1 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		2 531
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	27 614	3 339
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	542 676	
	Total des charges exceptionnelles	570 290	3 339
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(570 290)	(808)
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		190 558	97 936
TOTAL DES CHARGES		976 557	623 672
RESULTAT DE L'EXERCICE		(785 999)	(525 736)

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées

748

186

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de la société Vulcain Finance ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n° 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les comptes annuels sont établis selon des règles de présentation et d'évaluation identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan de l'exercice présente un total de 3 695 247 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 190 558 euros et un total charges de 976 557 euros, dégageant ainsi un résultat de -785 999 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2018 et finit le 31/12/2018.

Il a une durée de 12 mois.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire; D = dégressif et E = exceptionnel)

Immobilisations corporelles	Amortissement pour dépréciation	Amortissement fiscalement pratiqué
Matériel de bureau et informatique	33 1/3% L	33 1/3% L

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Provisions pour risques et charges

Suite à la cession des filiales en 2016, le cessionnaire a déposé une demande de déclenchement de la Garantie d'Actif et de Passif (GAP) concernant les coûts de dépollution des sites de Vannes, Guerche de Bretagne, Pont-l'Evêque et Esvres-sur-Indres. En date du 23 octobre 2017, un protocole d'accord a été signé par les parties afin de définir les missions respectives des experts techniques nommés par les garants d'une part et par le cessionnaire d'autre part.

Au 5 avril 2019, les estimations des experts mandatés par les Garants et le Cessionnaire convergent concernant les coûts de dépollution des sols suivants (sous réserve d'une marge d'erreur +/- 20%), dont 16.4% sont à la charge de Vulcain Finance :

- Vannes : 1 383 K€ dont 227 K€ à la charge de Vulcain Finance
- Guerche de Bretagne : 411 K€ dont 67 K€ à la charge de Vulcain Finance

Ces coûts (294 K€) sont intégralement provisionnés au 31 décembre 2018.

Concernant les coûts de dépollution des sols des sites de Pont-l'Evêque et Esvres-sur-Indres, les estimations des experts divergent encore :

Site	Experts Garant	Experts Cessionnaire
Pont-l'Evêque	517	657
Esvres-sur-Indres	998	1 065
TOTAL	1 515	1 722

Les montants provisionnés ont été arrêtés sur la base des estimations des experts des garants soit 1 515 K€. Le montant provisionné au 31 décembre 2018, soit 16.4%, s'élève à 249 K€.

Ainsi, la provision pour litige totale s'élève à 543 K€ au 31 décembre 2018.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a dû faire face à un redressement de taxe sur les salaires concernant la période courant de 2015 à 2017. Le montant des redressements, soit 106 K€ a été comptabilisé dans le poste Impôts et taxes. Les pénalités y afférentes, soit 27 K€, ont été comptabilisées en charges exceptionnelles.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler en dehors de la conclusion des expertises évoquées dans le paragraphe Provisions pour risques et charges.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle (art 123-196 du Code de commerce, art 831-3, 832-12 et 832-13 du PCG).

AUTRES INFORMATIONS

En date du 02 mai 2016, la société a cédé l'ensemble de ses filiales pour un prix de cession global définitif de 73 564 396 € dont 64 247 814 € lui avaient été versés au 31/12/2016. La créance sur la quote-part de prix de cession séquestré a été cédée aux fonds d'investissements associés à hauteur de 5 400 395 € à Nextstage, 1 301 446 € à MI3 et 1 301 446 € à COFIR. Au 31/12/2016, la créance sur la quote-part de prix de cession séquestré restant à l'actif du Bilan s'élevait à 1 313 295 €. Au 31/12/2018, cette même créance s'élève à 999 991€, suite au déblocage du deuxième versement de 313 304€ en juin 2017.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Corrélativement à la cession de l'ensemble des filiales, Vulcain Finance a co-signé un contrat de garantie d'actif et de passif (GAP), au bénéfice du cessionnaire dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- quote-part de garantie à la charge de Vulcain Finance : 16.4%
- durée : de 2 à 5 ans en fonction du motif de déclenchement de la GAP
- seuil de déclenchement : 300 000 €. En cas de demandes de déclenchement simultanées, le seuil de 300 000 € s'applique au total des demandes, étant précisé que toute demande d'un montant individuel inférieur à 15 000 € ne sera pas prise en compte.
- plafonds d'indemnisation : entre 1M€ et 12 M€, en fonction du motif de déclenchement de la GAP

PASSIFS EVENTUELS

Dans le cadre du déclenchement de la GAP par le cessionnaire (voir note sur les provisions pour risques et charges), les experts mènent actuellement des investigations en vue d'estimer les coûts de dépollution des eaux sur les sites de Pont l'Evêque et Esvres-sur-Indres. Pour mémoire, ces coûts avaient initialement été estimés à 4 680 K€ pour l'ensemble des 2 sites. Une fois les investigations achevées, un protocole d'accord sera signé afin d'acter l'ensemble des coûts de dépollution à indemniser, dont 16.4 % seront à la charge de Vulcain Finance.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2018
			Augmentations		Diminutions		
			Révaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal, agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	8 037		1 388			9 424
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		8 037		1 388			9 424
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	816 001					816 001
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	999 991					999 991
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 815 992					1 815 992
TOTAL		1 824 029		1 388			1 825 416

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2018
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal, agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	5 448	2 347		7 795
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 448	2 347		7 795
TOTAL		5 448	2 347		7 795

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2018
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		542 676		542 676
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			542 676		542 676
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL			542 676		542 676
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			542 676		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	999 991		999 991
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	61 258	61 258	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 072	2 072	
	Impôts sur les bénéfices	28 471	28 471	
	Taxes sur la valeur ajoutée	9 390	9 390	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	50 934	50 934	
	Débiteurs divers	7 258	7 258	
	Charges constatées d'avances	10 715	10 715	
TOTAL DES CREANCES		1 170 087	170 096	999 991
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	823	823		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	30 772	30 772		
	Personnel et comptes rattachés	6 093	6 093		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 018	2 018		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	15 064	15 064		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 107	7 107		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	2 151	2 151		
	Autres dettes	8 885	8 885		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		72 913	72 913		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		2 151			

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Total des Produits à recevoir		32 515
Autres créances clients		25 258
<i>Clients factures à établir</i>	25 258	
Autres créances		7 258
<i>RRR ET AVOIRS NON RECUS</i>	108	
<i>DIVERS PRODUITS A RECEVOI</i>	7 150	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Total des Charges à payer		39 223
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		823
<i>IC préfinancement CICE</i>	<i>823</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		22 408
<i>FOURNISSEURS FACTURES NON</i>	<i>22 408</i>	
Dettes fiscales et sociales		7 107
<i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>5 692</i>	
<i>TAXE APPRENTISSAGE A PAYER</i>	<i>782</i>	
<i>FPCA PAYER</i>	<i>633</i>	
Autres dettes		8 885
<i>DIVERS CHARGES A PAYER</i>	<i>8 885</i>	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2018
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			10 715	10 715
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				10 715

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros

	Capitaux propres clôture 31/12/2017	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2018
Capital social	142 657				142 657
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	198 259				198 259
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	4 777 948	(525 736)		(727 471)	3 524 741
Résultat de l'exercice	(525 736)	525 736		(785 999)	(785 999)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	4 593 128			(1 513 469)	3 079 658

Date de l'assemblée générale 20/06/2018

Dividendes attribués 727 471

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 4 593 128

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 4 593 128

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (1 513 469)

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		142 657,00	1,0000	142 657,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		142 657,00	1,0000	142 657,00

ANNEXE - Elément 6.17

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		166 043
Production vendue Services		166 043
<i>PRESTATIONS DE SERVICESVULCAIN</i>	<i>120 000</i>	
<i>PRODUITS ACTIVITES ANNEXEVULCA</i>	<i>46 043</i>	
Chiffre d'affaires par marché géographique		166 043
Chiffre d'affaires FRANCE		166 043
<i>PRESTATIONS DE SERVICESVULCAIN</i>	<i>120 000</i>	
<i>PRODUITS ACTIVITES ANNEXEVULCA</i>	<i>46 043</i>	

ANNEXE - Elément 13

Effectif moyen

		31/12/2018	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		2	
	Professions intermédiaires			
	Employés			
	Ouvriers			
	TOTAL		2	

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Total des produits exceptionnels		
Total des charges exceptionnelles		570 290
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		27 614
<i>PENALITES ET AMENDES</i>	26 854	
<i>CHGES EXCEPT ND</i>	760	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		542 676
<i>Dot.prov.risques charges</i>	542 676	
Résultat exceptionnel		(570 290)

ANNEXE - Elément 15

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Capitaux
propresQuote-part
détenue en
pourcentageRésultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

SAS AVA FINANCE
RCS MEAUX 832461321
21 RUE JEHAN DE BRIE 77360 VAIRES SUR MARNE

786 128

100,00

(7 977)

2. Participations (10 à 50 %)

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères